



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement Centre

Bourges, le 5 décembre 2013

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

### **Installations classées**

-----

**SOCIETE LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES**

-----

**COMMUNE DE SAINT GERMAIN DU PUY**

-----

### **Demande de régularisation de la situation administrative**

Objet : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour la situation administrative du site LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES à Saint Germain du Puy, modifiant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2007.1.57 du 22 janvier 2007 et donnant acte de l'étude de dangers

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Par courriers en date du 9 février 2011 et du 16 août 2013, Monsieur Jean-Luc ETIENNE, agissant en qualité de directeur du site logistique LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES situé sur la commune de Saint Germain du Puy, a fait parvenir des demandes de bénéfice d'antériorité concernant plusieurs rubriques de la nomenclature des installations classées, suite à la parution de décrets modifiant la nomenclature des installations classées. La régularisation de la situation administrative du site est nécessaire.

Des plans de localisation et de description du site sont joints en annexes 1 et 2 du présent rapport.

### **1. PRESENTATION DU SITE**

#### **1.1 - Description de l'établissement**

La société LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES (LCM) réalise de l'entreposage pour la grande distribution dans un bâtiment de 42 000 m<sup>2</sup>, situé route de la Charité, sur la commune de Saint Germain du Puy.

L'établissement est recoupé en 4 cellules de stockage : 24 600 m<sup>2</sup> de denrées non périssables (boissons, épicerie, produits ménagers,..) réparties dans deux cellules, 7 000 m<sup>2</sup> de denrées périssables (fruits, légumes,..) et 5 000 m<sup>2</sup> de produits saisonniers (produits de jardinage, textiles...), le reste étant occupé par des bureaux ou des utilités.

Le site emploie 280 personnes.

Les principales caractéristiques constructives sont les suivantes :

- structure métallique et bardage métallique double peau sur soubassement maçonné d'une hauteur de 1 m,
- murs séparatifs de degré coupe-feu 2h entre les cellules de stockage et entre les zones de stockage et le local de charge des batteries,
- toiture en bac acier,
- charpente métallique.

## 1.2 - Situation administrative de l'entreprise

L'ensemble de ces installations est réglementairement autorisé par l'arrêté préfectoral n°2007.1.57 du 22 janvier 2007, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2009.1.575 du 26 mars 2009.

La nature et le volume des rubriques pour lesquelles le site relève de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sont mentionnés dans l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007 et récapitulés dans le tableau suivant.

Rubrique	Alinéa	A, E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume	Unité du volume
167	a	A	Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) Station de transit		Sans seuil			
322	A	A	Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement des) Station de transit, à l'exclusion des déchetteries mentionnés à la rubrique 2170		Sans seuil			
1510	1	A	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.  Quantité maximale : 30 000 tonnes	Volume de l'entrepôt	$\geq 50\,000$	m <sup>3</sup>	401 850	m <sup>3</sup>
1180	1	D	Polychlorobiphényles, polychloroterphényles : Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés contenant plus de 30 litres de produits.	Quantité de produits	$> 30$	l	3 382	l
1412	2b	DC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température.	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	$> 6$ $< 50$	t	30	t
1434	1b	DC	Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur,	Débit maximum équivalent	$\geq 1$ $< 20$	m <sup>3</sup> /h	1	m <sup>3</sup> /h

Rubrique	Alinéa	A, E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume	Unité du volume
1450	2b	D	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques Emploi ou stockage	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	> 50 < 1 000	kg	980	Kg
1530	2	DC	Dépôts de bois, papier, carton ou combustibles analogues	Quantité stockée	> 1 000 <= 20 000	m <sup>3</sup>	4 200	m <sup>3</sup>
2920	1b	DC	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa, Comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques,	Puissance absorbée	> 20 <= 300	kW	270	kW
2921	1b	D	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) Lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé »	Puissance thermique évacuée maximale	< 2 000	kW	1 200	kW
2925		D	Accumulateurs (ateliers de charge d')	Puissance maximale du courant continu	> 50	kW	185,5	kW
1136		NC	Emploi d'ammoniac	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 150	kg	140	Kg
1432		NC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430	Capacité équivalente totale	< 10	m <sup>3</sup>	10	m <sup>3</sup>
1520		NC	Dépôts de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 50	t	49	t
2663		NC	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères,...) (stockage de) A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polystyrène,...	Volume susceptible stocké	< 200	m <sup>3</sup>	199	m <sup>3</sup>
2663		NC	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères,...) (stockage de) Dans les autres cas	Volume susceptible stocké	< 2 000	m <sup>3</sup>	200	m <sup>3</sup>
2910		NC	Installation de combustion Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes,	Puissance thermique maximale de l'installation	< 2	MW	0,9	MW

A : autorisation ; E : enregistrement ; DC (Déclaration soumise au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement) ; D : déclaration ; NC : installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

## 2. PRESENTATION DE LA DEMANDE

Plusieurs décrets ont modifié la nomenclature des installations classées. L'exploitant a fait parvenir, par courrier du 9 février 2011, des demandes de bénéfice d'antériorité concernant certaines rubriques.

Des compléments ont été demandés lors de la visite d'inspection d'avril 2011, puis par courrier du 26 septembre 2011. L'exploitant a apporté les éléments demandés par courrier du 18 octobre 2011.

L'exploitant a indiqué qu'un bilan de la situation du site par rapport à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement a été réalisé par la société BUREAU VERITAS. Le rapport, daté du 08 avril 2011, a été présenté à l'inspection des installations classées.

Suite à la parution du décret du 26 novembre 2012 modifiant la rubrique 1185, l'exploitant a adressé une demande de bénéfice d'antériorité au préfet par courrier du 16 août 2013.

Un point sur la situation administrative du site a été réalisé lors du contrôle du 24 octobre 2013 réalisé par l'inspection des installations classées.

Par courriel du 15 novembre 2013, l'exploitant a transmis à l'inspection le tableau de classement mis à jour (rubriques et seuils maximum correspondants).

Les modifications sont de plusieurs ordres :

- arrêt d'activités,
- bénéfice de l'antériorité sans modification de l'installation,
- régularisation avec augmentation d'activités.

Les éléments d'échange sont repris ci-dessous.

### 2.1 – Arrêt d'activités

Autorisation en cours			Rubrique, régime et quantité sollicités	Demande de l'exploitant  Observations de l'inspection
Rubrique	Régime ICPE	Quantité		
167.a  Déchets industriels provenant d'installations classées – station de transit	A	-	/	<p>L'exploitant a adressé une demande d'antériorité pour la rubrique 2718 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793), sous le régime de l'autorisation, remplaçant la rubrique 167 qui a été supprimée par le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les déchets dangereux résultent uniquement de l'exploitation propre au site (batteries, bidons de produits dangereux, ...). Ils représentent un stockage moyen de 20 à 25 tonnes.</p> <p>Comme aucun déchet dangereux ne provient d'un autre site, l'activité du site n'est pas concernée par cette rubrique.</p>

1180-1  Utilisation de composants, appareils et matériels contenant plus de 30 litres de PCB, PCT	D	3 382 L	/	<p>L'exploitant a indiqué qu'il ne possédait plus de transformateur au PCB. Les justificatifs d'élimination ont été transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant ayant indiqué que les 5 transformateurs du site ont été remplacés et éliminés, il n'existe plus d'activité sur le site relevant de la rubrique 1180 1.</p>
2921-1b  Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	D	1 200 kW	/	<p>L'exploitant a indiqué que la tour aéroréfrigérante a été supprimée et remplacée par des installations de production de froid.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté la suppression de cet équipement. Une copie du certificat de destruction a été transmise à l'inspection.</p> <p>Les activités du site ne sont donc plus classées au titre de la rubrique 2921.</p>
1136-B  Emploi d'ammoniac	NC	140 kg	/	<p>L'exploitant a indiqué que la production de froid à l'ammoniac a été supprimée et remplacée par des installations de production de froid, utilisant le fluide suivant : tétrafluoroéthane-1,1,1,2 (R134a).</p> <p>L'inspectrice a constaté lors de la visite que la production de froid à l'ammoniac a été démantelée. Les activités du site ne sont donc plus classées au titre de la rubrique 1136 B.</p>

## 2.2 – Bénéfice de l'antériorité sans modification de l'installation

Autorisation en cours			Rubrique, régime et quantité sollicités	Demande de l'exploitant  Observations de l'inspection
Rubrique	Régime ICPE	Quantité		
322-A  Ordures ménagères et autres résidus urbains. – station de transit	A	-	2714  NC  90 m <sup>3</sup>	<p>L'exploitant a adressé une demande d'antériorité pour la rubrique 2714 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers / cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) sous le régime de la déclaration, suite à la suppression de la rubrique 322 par le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010.</p> <p>Les déchets d'emballage proviennent notamment des magasins des enseignes Carrefour et Carrefour Market. Les types de déchets non dangereux correspondent à des cartons, plastiques, déchets métalliques et organiques.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le volume de déchets non dangereux, susceptible d'être présent dans l'installation, était au maximum de 90 m<sup>3</sup>.</p>

1510-1  Entrepôt couverts	A	401 850 m <sup>3</sup>	1510-1  A  365 205 m <sup>3</sup>	<p>L'exploitant a adressé une demande d'antériorité pour la rubrique 1511 (entrepôts frigorifiques), créée par le décret 2010-367 du 13 avril 2010.</p> <p>Lors de la visite, l'inspectrice a constaté que les entrepôts sont constitués de deux zones séparées : l'une servant d'entrepôt frigorifique, l'autre d'entrepôt non réfrigéré. Dès lors, le site relève à la fois de la rubrique 1510 et de la rubrique 1511. L'exploitant a indiqué que 36 645 m<sup>3</sup> de capacité de stockage était réfrigérée sur l'ensemble du stockage.</p> <p>L'entrepôt non réfrigéré représente un volume de 365 205 m<sup>3</sup>.</p>
			1511-3  DC  36 645 m <sup>3</sup>	
1434-1b  Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou de réservoirs de véhicules à moteur	D	1 m <sup>3</sup> /h	1435  NC  45 m <sup>3</sup> /an	<p>L'exploitant a adressé une demande d'antériorité pour la rubrique 1435 (station-service), créée par le décret 2010-367 du 13 avril 2010 et remplaçant la rubrique 1434-1b.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la quantité de carburant distribué annuellement est de 45 m<sup>3</sup> équivalents. Le seuil de déclaration pour cette rubrique étant de 100 m<sup>3</sup>, l'activité n'est plus classée.</p>
1530-2  Dépôt de bois, papier, carton ou combustibles analogues.	D	4200 m <sup>3</sup>	1530  NC  200 m <sup>3</sup>	<p>La rubrique 1530 a été modifiée par le décret 2010-367 du 13 avril 2010.</p> <p>L'exploitant a adressé une demande d'antériorité pour la rubrique 1532 (bois sec ou matériaux combustibles analogues) sous le régime de la déclaration, créée par le décret 2010-367 du 13 avril 2010 et modifiée par le décret n° 2013-814 du 11 septembre 2013.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il dispose sur le site de stocks de bois (palettes) et de stocks de cartons, et papiers, le tout pour le conditionnement des produits destinés aux clients.</p> <p>Dès lors, le site relève des rubriques 1530 et 1532 simultanément. Les palettes supportant des produits stockées dans les zones d'entreposage entrent dans le cadre de la rubrique 1510 ou 1511 et ne sont donc pas comptabilisées en 1532.</p> <p>La rubrique 1530 concerne l'activité « emballage » du site (cartons à recycler issus de l'entrepôt), le stock du site en consommables papier et les archives du site.</p>
			1532-3  D  4 100 m <sup>3</sup>	<p>La rubrique 1532 concerne l'activité « emballage » du site (palettes en attente d'utilisation).</p>

2920-1b  Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa.	D	270 kW	1185-2a  DC  790 kg	<p>L'exploitant a indiqué que les équipements prévus par cette rubrique sont essentiellement des groupes de production de froid (464 kW de puissance).</p> <p>La rubrique a été modifiée par le décret n° 2010-1700 du 30 décembre 2010. Les installations de production de froid n'entrent plus dans le champ de cette rubrique. Dès lors, le site est non classé pour la rubrique 2920.</p> <p>Le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 a modifié la rubrique 1185. L'exploitant a demandé l'antériorité pour la rubrique 1185-2a, qui correspond aux équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.</p> <p>Pour le site LCM, cette quantité est de 790 kg. Le fluide utilisé est du tétrafluoroéthane-1,1,1,2 (R134a).</p>
--	---	--------	---------------------------------	---

### 2.3 – Régularisation avec augmentation d'activités

Autorisation en cours			Rubrique, régime et quantité sollicités	Demande de l'exploitant  Observations de l'inspection
Rubrique	Régime ICPE	Quantité		
2925  Ateliers de charge d'accumulateurs	D	185,5 kW	2925  D  800 kW	<p>L'exploitant a indiqué que cette activité avait augmenté et que la puissance actuelle est de 800 kW environ (au lieu de 185,5 kW déclarés).</p> <p>Le site reste toutefois soumis à déclaration pour une puissance de 800 kW.</p>
1520-2  Dépôt de houille, coke, charbon, goudron, asphalte, brais et matières bitumeuses	NC	49 t	1520-2  D  100 tonnes	<p>L'exploitant a indiqué que lors des périodes estivales, il pouvait stocker jusqu'à 88 tonnes de charbon de bois. Cette quantité est supérieure à la quantité autorisée dans l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007 et supérieure au seuil de déclaration pour la rubrique 1520.</p> <p>Par courrier du 24 août 2011, l'exploitant a sollicité l'augmentation de stockage de charbon de bois, pour un volume maximal de 100 tonnes.</p> <p>Le produit concerné est principalement du charbon de bois conditionné en sac. L'excédent de 51 tonnes est stocké sous un chapiteau, situé à l'ouest de la cellule 4, DNP 2.</p>
2910-A  Installations de combustion	NC	0,9 MW	2910-A.2  DC  3,2 MW	<p>L'exploitant a indiqué que les installations de combustion présentes sur le site ont une puissance de 3,2 MW. Il a précisé qu'il s'agit d'une erreur puisque ces installations n'ont pas été modifiées depuis plusieurs années. Toutefois, le dossier de demande de modification des conditions d'exploiter de 2006 indique que les chaudières ont une puissance de 900 kW.</p> <p>Par courrier du 24 août 2011, l'exploitant a sollicité la modification de la puissance thermique maximale autorisée de l'installation (3,2 MW), pour prendre en compte la puissance réelle des installations de combustion.</p>

Après examen de l'ensemble des éléments transmis, l'inspection des installations classées a jugé que les modifications envisagées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité publique ou l'environnement. En application des dispositions de l'article R 512-33 du Code de l'Environnement, ces modifications ne présentent pas de caractère substantiel.

## 2.6 – Actualisation de la situation administrative

La nouvelle situation administrative du site est résumée dans le tableau suivant.

Rubrique	Alinéa	A, E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume	Unité du volume
1510	1	A	Stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.	Volume des entrepôts	$\geq 300\ 000$	m <sup>3</sup>	365 205	m <sup>3</sup>
1185	2a	DC	Emploi dans des équipements clos en exploitation de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).  Equipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg,	Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation	$\geq 300$	kg	790	kg
1412	2b	DC	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	$> 6$ $< 50$	t	30	t
1450	2b	D	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques – Emploi ou stockage	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	$> 0,050$ $< 1$	t	0,980	t
1511	3	DC	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature.	Volume susceptible d'être stocké	$\geq 5\ 000$ $< 50\ 000$	m <sup>3</sup>	36 645	m <sup>3</sup>
1520	2	D	Dépôts de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	$\geq 50$ $< 500$	t	100	t
1532	3	D	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.	Volume susceptible d'être stocké	$> 1\ 000$ $\leq 20\ 000$	m <sup>3</sup>	4 100	m <sup>3</sup>



2910	A.2	DC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.  Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes	Puissance thermique maximale de l'installation	> 2 < 20	MW	3,2	MW
2925		D	Ateliers de charge d'accumulateurs	Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	> 50	kW	800	kW
1432	2	NC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Capacité équivalente totale supérieur	≤ 10	m³	10	m³
1435		NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.	Volume annuel de carburant distribué	< 100	m³	45	m³
1530		NC	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public.	Volume susceptible d'être stocké	≤ 1 000	m³	200	m³
2663	1	NC	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) - A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc	Volume susceptible d'être stocké	< 200	m³	199	m³
2663	2	NC	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) - Dans les autres cas et pour les pneumatique	Volume susceptible d'être stocké	< 1 000	m³	200	m³
2714		NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.	Volume total susceptible d'être présent dans l'installation	< 100	m³	90	m³

A : autorisation ; E : enregistrement ; DC (Déclaration soumise au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement) ; D : déclaration ; NC : installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du Cher un projet d'arrêté préfectoral (ci-joint en annexe) actant la nouvelle situation administrative du site et modifiant les prescriptions applicables à l'établissement pour les rubriques 1185 et 2910.

De plus, actuellement les rejets atmosphériques du site provenant des trois chaudières utilisées pour le chauffage des bâtiments et la production d'eau chaude (puissance totale sur le site 3,2 MW environ), ne sont pas mesurés.

Le projet d'arrêté préfectoral prescrit un contrôle des rejets à l'atmosphère tous les trois ans, pour le paramètre NOx.

Il est proposé de supprimer les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2007.1.57 du 22 janvier 2007 applicables aux rubriques 167, 322, 1180, 2921, 1434, 2920, pour lesquelles le site n'est plus classé.

### **3. DONNER ACTE DE L'ETUDE DE DANGERS D'AVRIL 2012**

Conformément à l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007, l'étude de dangers du site a été mise à jour en avril 2012, et transmise à Monsieur le préfet en mai 2012.

Aucune modification des installations existantes ni construction nouvelle n'est prévue dans le cadre de cette étude de dangers.

L'exploitant a réalisé dans son étude de dangers une caractérisation des phénomènes dangereux en terme de gravité, probabilité, intensité des effets et cinétique selon l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études des dangers des installations soumises à autorisation.

Les phénomènes dangereux étudiés sont l'incendie de chacune des cellules de stockage (n° 1 à n° 4).

Les éléments de maîtrise des risques mis en place sur le site ont été recensés, décrits dans l'étude de dangers et pris en compte dans l'évaluation de la probabilité.

La mise à jour de l'étude de dangers a permis à l'exploitant de proposer des mesures complémentaires de réduction du risque afin d'améliorer la sécurité du site. Les principales modifications ou améliorations prévues sont :

- mise à jour et test du POI, incluant l'ajout de :
  - ⇒ consignes d'intervention portant sur le déversement accidentel de produits dangereux ;
  - ⇒ procédure, conditions et délais de déclenchement des canons à eau (barrière de sécurité active devant avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser) ;
  - ⇒ en cas d'incendie dans la cellule saisonnier, mise en sécurité du poste de garde et gestion des alarmes et reports (poste de garde situé dans le flux de 3 kW/m<sup>2</sup> dans ce scénario) ;
  - ⇒ définition des zones accessibles aux secours extérieurs (ceux-ci ne peuvent pas circuler dans les zones impactées par les flux thermiques de 3, 5 ou 8 kW/m<sup>2</sup>) ;
- balisage de la zone de dépotage du fioul domestique en cas de fuite ;
- sécurisation des accès (mise en place de portiques piétons à tambour et mise en place de herses au niveau des barrières d'accès poids lourds).

Lors de la visite du site le 24 octobre 2013, l'inspection des installations classées a constaté la mise en œuvre de la sécurisation des accès.

La dernière mise à jour du plan d'opération interne (POI) date d'avril 2011. En respect de

l'article 7.7.6.2 de l'arrêté préfectoral 22 janvier 2007, le POI devra être mis à jour en avril 2014 (obligation rappelée dans le rapport d'inspection faisant suite à la visite du 24 octobre 2013).

Considérant les mesures de maîtrise des risques déjà présentes sur le site, tant techniques qu'organisationnelles et les mesures de réduction des risques complémentaires que l'exploitant s'engage à mettre en place, l'inspection des installations classées estime que le niveau de risque sur le site est acceptable, conformément aux exigences de la circulaire du 29 septembre 2005.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du Cher de prendre acte de la révision de l'étude de dangers du site en avril 2012 dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint. Conformément à l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007, l'étude de dangers du site devra être révisée au bout de 5 ans, soit en avril 2017 au plus tard.

#### **4. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Les modifications des activités de la société LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES ne constituent pas une modification substantielle des conditions d'exploiter. Il est toutefois nécessaire de modifier le tableau de classement des activités et de modifier les prescriptions applicables aux rejets atmosphériques, aux installations employant dans des équipements clos en exploitation des gaz à effet de serre fluorés (rubrique n° 1185) et aux installations de combustion (rubrique n°2910), par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

Au vu des éléments fournis, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du Cher de réserver une suite favorable à la demande de l'exploitant du site LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES situé sur la commune de Saint Germain du Puy, et de donner acte de la mise à jour de l'étude de dangers réalisée en avril 2012, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-annexé au présent rapport.

En application de l'article R 512-31 du Code de l'environnement, le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques devra être consulté sur ce projet.

L'inspectrice des installations classées

Signé

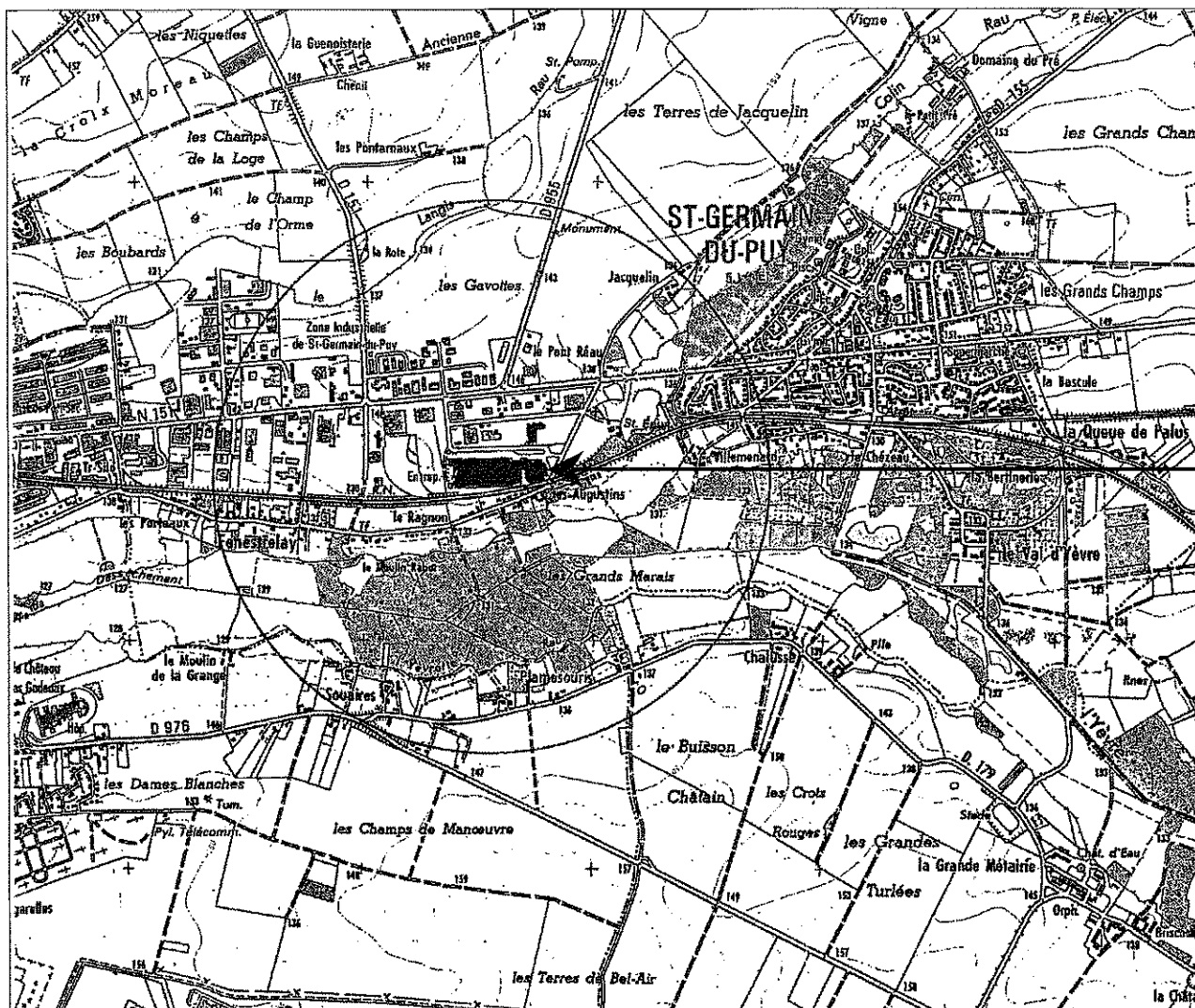
Vu et transmis avec avis conforme  
à Monsieur le préfet du Cher

Pour le directeur régional,  
le chef de l'unité territoriale  
du Cher et de l'Indre

Signé

# ANNEXE 1 : Localisation du site

- carte au 1 / 25 000<sup>e</sup> -



Site LCM

ANNEXE 2 : Plan du site

